



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
27 juin 2012
Français
Original: anglais

Sixième session

Vienne, 15-19 octobre 2012

Points 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire*

Assistance technique

Questions budgétaires et financières

Questions budgétaires et financières

Note du Secrétariat

1. La présente note a été établie conformément à l'article 72, intitulé "Élaboration d'un budget", du Règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans lequel le secrétariat est prié d'établir un budget pour le financement des activités de la Conférence en matière de coopération technique entreprises conformément aux articles 29 à 32 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹, à l'article 10 du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention contre la criminalité organisée², à l'article 14 du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention contre la criminalité organisée³, et à l'article 14 du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention contre la criminalité organisée⁴.

2. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 30 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, les États parties à la Convention doivent faire des efforts concrets pour fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays à économie en transition afin de les aider à répondre à leurs besoins aux fins de l'application de la Convention et, pour ce faire, ils s'efforcent de verser volontairement des contributions adéquates et

* CTOC/COP/2012/1.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

² Ibid., vol. 2237, n° 39574.

³ Ibid., vol. 2241, n° 39574.

⁴ Ibid., vol. 2326, n° 39574.



régulières à un compte établi à cet effet dans le cadre d'un mécanisme de financement des Nations Unies.

3. Par sa résolution 55/25 en date du 15 novembre 2000, l'Assemblée générale a adopté la Convention et décidé que, jusqu'à ce que la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en décide autrement, ce compte serait administré dans le cadre du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et a encouragé les États Membres à verser des contributions volontaires adéquates audit compte afin de fournir aux pays en développement et aux pays à économie en transition l'assistance technique dont ils pourraient avoir besoin pour appliquer la Convention et les Protocoles qui s'y rapportent, y compris pour prendre les mesures préparatoires nécessaires à cette application.

4. Afin de satisfaire à la résolution 55/25 de l'Assemblée générale, un compte a été ouvert au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour le provisionnement des activités susmentionnées.

5. Dans sa décision 2/6 intitulée "Activités d'assistance technique", la Conférence a décidé de constituer un groupe de travail provisoire à composition non limitée pour la conseiller et l'aider à s'acquitter de son mandat sur l'assistance technique. Le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique a tenu sa première réunion les 16 et 17 octobre 2006, pendant la troisième session de la Conférence. À cette occasion, il a déterminé des domaines prioritaires et adopté des recommandations relatives aux activités d'assistance technique. La Conférence a fait siennes ces recommandations dans sa décision 3/4, intitulée "Recommandations du groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique".

6. Le Groupe de travail a tenu sa deuxième réunion au siège de l'ONUDC à Vienne, du 3 au 5 octobre 2007. Sur la base des domaines prioritaires déterminés, la Conférence a formulé un certain nombre de propositions en vue d'activités d'assistance technique. Le Groupe de travail a tenu sa troisième réunion les 15 et 16 octobre 2008, durant la quatrième session de la Conférence des Parties. La Conférence a fait siennes les recommandations formulées à cette occasion, qu'elle a reprises dans sa décision 4/3, intitulée "Application des dispositions de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée relatives à l'assistance technique". Conformément à cette décision, le Groupe de travail a tenu sa quatrième réunion à Vienne les 1^{er} et 2 octobre 2009. Il a tenu sa cinquième réunion les 19 et 20 octobre 2010. À sa cinquième session, la Conférence a fait siennes les recommandations formulées à cette occasion, qui ont été annexées à la résolution 5/6 intitulée "Application des dispositions de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée relatives à l'assistance technique".

7. Les contributions au titre des activités d'assistance technique nécessaires pour appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant ont été versées à divers comptes et projets, pas uniquement au compte ouvert dans le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en vue de provisionner les activités susmentionnées. Conformément à l'article 30 de la Convention et à la résolution 55/25 de l'Assemblée générale, le Secrétariat invite les États Membres à

verser directement des contributions au compte spécialement créé pour faciliter l'application de la Convention en vue d'améliorer la transparence et l'établissement des rapports. L'annexe I à la présente note contient des informations sur l'état actuel du compte (Projet GLOT60 de l'ONU DC), tandis que l'annexe II fournit des informations sur tous les projets mis en œuvre par l'ONU DC qui contribuent à lutter contre le trafic et la criminalité transnationale organisée.

Annexe I

Rapport financier non vérifié sur l'utilisation des contributions versées au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – élément Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Tableau 1
État des contributions annoncées au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – éléments FSA6022, FSA9941 et GLOT60 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée – établi sur la base des informations disponibles au 30 avril 2012 (en dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montants annoncés</i>	<i>Montants versés</i>	<i>Montants non acquittés</i>
Autriche	35 956	35 956	-
Canada	284 508	269 062	-
Égypte	11 873	-	11 873
États-Unis	1 718 261	1 439 500	278 761
France	978 298	977 781	-
Grèce	30 000	30 000	-
Italie	789 805	772 410	-
Japon	827 410	827 410	-
Monaco	16 432	16 432	-
Norvège	445 534	455 030	-
Pologne	19 726	19 726	-
Royaume-Uni	-	-	-
	5 157 803	4 843 308	290 634
Entreprise NHN	500 000	500 000	-
Fondation asiatique pour la prévention du crime	45 243	45 243	-
Total	5 703 047	5 388 551	290 634

Note: Sauf indication contraire, la différence entre les montants annoncés et les montants versés résulte de fluctuations des taux de change.

Tableau 2
Prévisions des besoins financiers, au 30 avril 2012
(en dollars des États-Unis)

I. Recettes	
a) Contributions reçues au 30 avril 2012	5 388 551
b) Plus: intérêts disponibles	40 748
c) Plus: soldes inutilisés des exercices antérieurs	74 665
d) Plus: recettes diverses	8 088
e) Moins: perte nette	-34 811
Montants disponibles pour les dépenses (a+b+c+d+e)	5 477 240
II. Besoins	
f) Montant total des dépenses pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2011 (dépenses d'appui aux programmes incluses)	3 931 511
g) Plus: prévisions de dépenses 2012-2013 (hors dépenses d'appui aux programmes)	2 141 300
h) Plus: prévisions de dépenses d'appui aux programmes 2012-2013 (13 %)	278 369
	6 351 180
Estimation des montants supplémentaires requis (I-II)	-873 940

Annexe II

**Dépenses et estimations relatives aux projets mis en œuvre
par l'ONUDC qui contribuent à lutter contre le trafic et la
criminalité transnationale organisée, sur la base des
informations disponibles au 30 avril 2012 (tous les montants
sont nets de dépenses d'appui aux programmes)**
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la traite des êtres humains			
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des êtres humains au Burundi (BDIT42)	145,9	-
	Lutte contre la traite des êtres humains au Brésil (BRAS25)	671,7	-
	Appui au Secrétariat national à la justice en vue d'améliorer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains (BRAX63)	-	275,4
	Programme conjoint UN.GIFT de lutte contre la traite des êtres humains à la frontière entre la Bolivie et l'Argentine (BOLX52)	0,7	360,9
	Lutte contre la traite des êtres humains en Colombie (COLR52)	614,7	600,0
	Établissement d'une base de données sur les flux de la traite des êtres humains (GLOR37)	-	-
	Élaboration de manuels de formation approfondie à la lutte contre la traite des êtres humains sur la protection des victimes et les enquêtes et poursuites relatives aux trafiquants (GLOS58)	-3,0	-
	Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (UN.GIFT) (GLOS83)	2 853,0	513,7
	Promotion de l'application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (GLOT55)	1 072,3	1 182,2
	Programme mondial contre la traite des êtres humains (GLOT59)	1 486,8	1 445,5
	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Fonds FSH)	35,6	3 274,3
	Gestion du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (GLOX42)	151,8	157,9
	Renforcement des mesures de détection et de répression prises en Inde pour lutter contre la traite des êtres humains et le tourisme sexuel dans les états et villes clefs par la formation et le renforcement des capacités (INDS16)	31,5	-
	Réduction de la vulnérabilité des enfants aux abus et réadaptation des survivants (INDS98)	128,1	-
	Prévention du crime par le biais de la sensibilisation et du renforcement des capacités dans le secteur du tourisme (INDX40)	-	252,0
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des êtres humains en République démocratique populaire lao (LAOX26)	176,8	415,0
	Renforcement de la capacité du Gouvernement libanais à lutter contre la traite des êtres humains – phase 2 (LBNT39)	416,0	-

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la traite des êtres humains (suite)			
	Mesures de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains au Liban (LEBR61)	37,5	-
	Renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre par la NAPTIP du plan d'action contre la traite des êtres humains (NGAS84)	677,1	371,1
	Prévention et lutte contre la traite de mineurs et de jeunes femmes entre le Nigéria et l'Italie (NGAT18)	30,9	-
	Renforcement de la coopération multipartite pour lutter contre la traite des êtres humains dans les pays d'origine et de destination (NGAX28)	701,6	308,8
	Promotion d'une meilleure gestion des migrations au Nigéria par le biais de la lutte contre les migrations irrégulières, en particulier la traite des personnes et le trafic de migrants (NGAX41)	322,6	3 900,0
	Évaluation nationale de la traite des personnes (MEXX48)	14,7	750,0
	Renforcement des capacités de lutte contre la traite des êtres humains en République de Moldova (MOLR85)	10,5	-
	Aide à la mise en œuvre du plan d'action contre la traite des êtres humains de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (RAFR60)	-	-
	Mesures visant à prévenir et à combattre la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Nigéria, Togo) (RAFR92)	-0,5	-
	Renforcement des capacités de lutte contre la criminalité, en particulier la traite des êtres humains, au Pérou et en Équateur (RLAX07)	401,0	-
	Renforcement des capacités du Gouvernement rwandais et de ses partenaires en matière de lutte contre la traite des êtres humains (RWAX43)	27,9	60,5
	Action pénale contre la traite des êtres humains en Slovaquie (SLOR19)	-	-
	Programme conjoint de l'OIM, du HCR et de l'ONU DC visant à lutter contre la traite des êtres humains en Serbie (UN.GIFT) (SRBX15)	469,3	210,0
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des êtres humains en Ouzbékistan (UZBS20)	31,0	-
	Renforcement des services juridiques et policiers chargés de prévenir et de combattre la traite des êtres humains au Viet Nam (phase II) (VIER96)	-	-
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des personnes et le trafic de migrants au Viet Nam grâce à l'amélioration des contrôles aux frontières et à la coopération internationale (VNMS79)	354,9	429,3
	Renforcement de la coopération régionale et des capacités des services de détection et de répression des pays d'Afrique de l'Est aux fins de la lutte contre la traite des êtres humains (XAFS53)	-5,3	-
	Initiative arabe pour le renforcement des capacités nationales de lutte contre la traite des êtres humains dans les pays arabes (XAMX59)	-	1 111,2
	Renforcement des capacités des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe aux fins de la ratification et de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses deux protocoles additionnels (XASS69)	246,1	90,0
	Renforcement des capacités des républiques d'Asie centrale en matière de protection et d'aide aux victimes de la traite des êtres humains et du trafic de migrants, en particulier des femmes et des enfants, en partenariat avec des ONG (XACX44)	8,4	377,6
	Mise en place de structures d'appui et renforcement de la coopération pour aider les victimes de la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest (XAWX22)	33,9	421,9
	Projet régional de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants (XCAS26)	739,3	1 025,0

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la traite des êtres humains (suite)			
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des êtres humains dans la région de la mer Noire (XCES45)	-	-
	Amélioration des moyens opérationnels d'enquête et de lutte contre les activités de traite des êtres humains dans les Balkans occidentaux (XCES50)	79,2	-
	Projet régional préparatoire de promotion de la coopération entre les ONG et les services de détection et de répression en vue de prévenir et de combattre la traite des êtres humains dans la région de la mer Baltique, ainsi qu'en provenance et à destination de celle-ci (XEET56)	29,2	-
	Renforcement du cadre de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains dans la région arabe (XMEX19)	92,8	599,4
	Renforcement des capacités et élargissement des réseaux de lutte contre la traite des êtres humains pour un meilleur appui aux victimes (XSAS78)	174,8	-
	Volet consacré à la protection du projet sur l'enfance: donner aux services de détection et de répression les moyens d'agir aux niveaux national et transnational pour repérer les délinquants pédosexuels qui se déplacent dans la région du Mékong et prendre des mesures efficaces à leur rencontre (XSPT78)	1 312,3	1 849,7
	Renforcement des capacités de détection et de répression (Opérations de contrôle aux frontières) et des mesures en matière de justice pénale pour lutter contre le trafic de migrants et la traite des personnes (ZAFT54)	908,3	675,3
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des personnes dans la Fédération de Russie, ainsi qu'en provenance et au travers de celle-ci (nouveau projet RUS)	-	522,0
	Proposition conjointe ONUDC-OIM (UN.GIFT) visant à renforcer l'action pénale menée contre la traite des êtres humains en Asie du Sud (nouveau projet RAS)	-	1 770,0
	Lutte contre les migrations irrégulières, la traite des personnes et le trafic de migrants grâce au renforcement de la coopération policière dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (nouveau projet ZAF)	-	2 500,0
	Sous-total	14 479,6	25 448,7
Lutte contre le blanchiment d'argent			
	Programme mondial contre le blanchiment d'argent (GLOB79)	-	-
	Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme (GLOU40)	4 640,7	3 649,0
	Renforcement des services juridiques et policiers chargés de prévenir et de combattre le blanchiment d'argent au Viet Nam (VNMS65)	424,9	18,3
	Sous-total	5 065,5	3 667,30
Lutte contre la criminalité organisée			
	Renforcement des moyens opérationnels dont dispose l'ONUDC pour aider le Gouvernement afghan à lutter contre les drogues et la criminalité (AFGK12)	2 415,5	186,4
	Renforcement de la capacité de contrôle aux frontières en Albanie (ALBG70)	569,9	34,3
	Établissement d'un bureau sous-régional de l'ONUDC pour les pays du Conseil de coopération du Golfe (AREU51)	1 275,1	1 769,9
	Formation aux techniques d'enquête spéciales dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, en particulier le trafic de drogues et le blanchiment d'argent en Bolivie (BOLU43)	17,7	-
	Renforcement des capacités de la Police fédérale brésilienne en matière de lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité organisée (BRAI90)	1 899,5	1 557,7

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la criminalité organisée (suite)			
	Prévention et lutte contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu et de munitions dans l'optique de la prévention de la criminalité et de la promotion d'une culture de paix en Colombie (COLS60)	98,6	-
	Prévention et lutte contre la criminalité organisée en Colombie (COLS68)	-	-
	Lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants au Cap-Vert (CPVS28)	1 443,5	1 841,5
	Amélioration des techniques d'interception et d'enquête des services de détection et de répression éthiopiens (ETHI07)	182,1	-
	Programme pilote de contrôle des conteneurs (GLOG80)	4 632,3	2 537,6
	Programme mondial d'apprentissage en ligne de l'ONU DC sur le contrôle des drogues et la prévention du crime (GLOH17)	199,7	-
	Assistance aux États signataires de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses Protocoles (GLOR22)	-2,3	-
	Systèmes de renseignement, de détection et de répression (GLOT29)	4 250,5	6 167,4
	Programme mondial de renforcement des moyens dont disposent les États Membres pour prévenir et combattre le crime organisé et la grande criminalité (GLOT32)	1 250,6	1 063,4
	Appui à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (GLOT60)	505,7	2 141,3
	Programme mondial d'apprentissage en ligne de l'ONU DC – Pour un monde plus sûr face à la drogue, au crime et au terrorisme (GLOU61)	870,1	1 571,5
	Lutte contre le trafic transnational d'armes par le biais de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et du Protocole relatif aux armes à feu (GLOX34)	156,7	772,4
	Étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité établie conformément à la résolution 65/230 de l'AG (GLOX46)	30,3	146,7
	Aide à la lutte contre le trafic de drogues illicites en Guinée-Bissau: renforcement de l'état de droit et amélioration du cadre institutionnel et législatif (GNBJ74)	-	-
	Lutte contre le trafic en Guinée-Bissau: création, au sein de la police judiciaire, d'un service spécialisé d'enquête et de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée (GNBU44)	1 921,2	1 028,0
	Centre de formation des forces de sécurité de Guinée-Bissau: partenariat entre le Brésil et l'ONU DC pour la promotion de la coopération Sud-Sud (GNBU70)	562,6	742,9
	Aide à la mise en œuvre de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau (GNBV13)	-	186,9
	Renforcement des secteurs de la justice et de la sécurité au Guatemala (GTMV19)	-	193,0
	Promotion et renforcement des capacités d'enquête fondée sur le renseignement (IRNI52)	205,1	-
	Aide à l'amélioration de la sécurité par le renforcement des capacités du Centre de Jakarta pour la coopération des services de détection et de répression (IDNT80)	3 109,9	2 359,0
	Aide à la mise en œuvre de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest au Libéria – phase 1 (LBRU97)	389,9	444,0
	Enquête nationale en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale visant à renforcer la sécurité et la justice pour les médias au Mexique (MEXX05)	41,6	68,4
	Évaluation du nouveau modèle de la police fédérale mexicaine (MEXX62)	-	385,1
	Aide à la mise en œuvre du programme national intégré de lutte contre le trafic et la criminalité au Mali (phase 1) (MLIU58)	817,3	1 574,3

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la criminalité organisée (suite)			
	Appui pour la traduction en justice et le traitement connexe des personnes soupçonnées de piraterie à Maurice (MUSX55)	151,9	-
	Renforcement des capacités des établissements pénitentiaires (nouveau projet MDV)	-	354,0
	Lutte contre la drogue et la criminalité organisée au Nigéria (nouveau projet NGA)	-	14 500,0
	Transformation du centre de formation de Jos (NDLEA) en centre régional de formation aux activités de détection et de répression (phase II) (NIRI24)	4,0	-
	Gestion des frontières pakistanaises (PAKJ61)	588,1	-
	Mise à disposition d'un conseiller en prévention de la criminalité/détection et répression pour le programme de l'ONU DC au Pakistan (PAKU16)	14,9	-
	Renforcement des moyens dont dispose le Pakistan pour répondre aux menaces liées aux drogues, à la criminalité et au terrorisme: élaboration d'un programme global d'assistance (PAKU63)	556,9	176,9
	Sous-programme 1 du programme de pays pour le Pakistan: trafic illicite et gestion des frontières (PAKU83)	3 147,8	3 742,4
	Reprise des activités de maintien de l'ordre de première ligne dans les zones qui ont été inondées (PAKU86)	1 037,7	1 066,0
	Projet-cadre d'aide à la mise au point de nouvelles initiatives et à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues au Panama et en Amérique centrale (PANU66)	108,3	72,2
	Renforcement des capacités d'identification, de saisie et de recouvrement des avoirs illicites (PERU08)	774,4	442,5
	Création d'un Centre de renseignements en matière criminelle pour les États du Golfe (QATJ24)	-0,2	-
	Services consultatifs et de renforcement des capacités de détection et de répression en Afrique (RAFD21)	538,8	109,0
	Appui de l'ONU DC à la Commission de l'Union africaine et aux communautés économiques régionales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union africaine sur le contrôle des drogues et la prévention du crime (2007-2012) (RAFG39)	12,8	93,4
	Évaluation de la criminalité transnationale organisée en Asie centrale (RASR09)	-	-
	Renforcement du réseau de bureaux de liaison aux frontières en Asie de l'Est (RASI61)	136,8	-
	Renforcement des alliances du MERCOSUR: sécurité des personnes, prévention de la violence et contrôle des armes à feu (assistance préparatoire) (RLAS06)	-	-
	Renforcement des capacités de collecte et d'analyse du renseignement pénal en Europe du Sud-Est (RERF35)	-	-
	Recours aux livraisons surveillées (RERF43)	462,8	-
	Formation assistée par ordinateur en Asie centrale (RERF60)	170,3	227,6
	Création d'un Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale (RERH22)	3 182,1	1 748,6
	Sous-programme 1 du programme régional sur l'Afghanistan et les pays voisins – coopération régionale entre services de détection et de répression (RERV07)	296,4	10 901,2
	Sous-programme 2 du programme régional sur l'Afghanistan et les pays voisins – coopération internationale/régionale en matière pénale (RERV08)	44,2	8 849,6
	Appui aux services de renseignement en matière pénale en Serbie et au Monténégro (SCGS29)	-	-

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre la criminalité organisée (suite)			
	Renforcement des capacités de détection et de répression des services de douane serbes (SRBT82)	326,7	-
	Renforcement des contrôles le long de la frontière tadjiko-afghane (TAJE24)	810,0	286,0
	Aide à la mise en œuvre du Programme national intégré de lutte contre le trafic de drogues illicites et la criminalité organisée au Togo (TGOV01)	138,8	208,7
	Renforcement du contrôle le long de la frontière afghano-turkmène, en particulier au poste de contrôle d'Imam-Nazar (TKMI78)	-4,6	-
	Renforcement du contrôle le long de la frontière afghano-turkmène, en particulier au poste de contrôle de Farap (TKMJ92)	614,3	94,0
	Renforcement de l'Académie internationale turque de lutte contre la drogue et la criminalité organisée (TURG36)	369,7	-
	Renforcement du poste de contrôle fluvial de Termez à la frontière entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan (UZBJ49)	271,3	-
	Projet-cadre d'aide à la mise en œuvre du programme du Bureau régional pour l'Asie centrale (UZBU57)	52,5	53,1
	Renforcement des moyens dont dispose l'équipe spéciale du service de protection des forêts pour combattre les infractions forestières (VNMT30)	-	-
	Appui à la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union africaine sur le contrôle des drogues et la prévention du crime (2007-2012), phase I (XAFS40)	213,9	-
	Assistance à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de contrôle des drogues et de lutte contre la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest – phase I (XAMU50)	351,1	2 264,2
	Partenariat contre la criminalité transnationale par le biais de la coopération régionale des services de détection et de répression (XAPU59)	798,0	3 411,2
	Services de conseil technique sur la criminalité transnationale organisée (XAPT70)	28,6	23,4
	Renforcement des capacités nationales et de la coopération transnationale aux fins de la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues qui sapent la paix et le développement dans les pays de l'Union du fleuve Mano (phase I) (XAWU64)	110,5	-
	Établissement de communications opérationnelles en temps réel entre certains aéroports d'Afrique de l'Ouest (XAWU72)	1 876,7	4 259,0
	Pacte de Saint-Domingue et mécanisme de Managua (SICA-ONU DC) (XCAU81)	777,5	596,3
	Appui aux services de renseignement pénal au Monténégro et en Serbie (XCET86)	16,9	-
	Criminalité organisée et trafic illicite – programme régional pour l'Afrique de l'Est (XEAU75)	766,4	924,2
	Programme ONU DC-UE pour la mise en œuvre d'une stratégie de sécurité maritime régionale (XEAX67)	-	1 124,6
	Renforcement de la protection des témoins au Moldova et en Ukraine (XEET46)	85,6	-
	Renforcement de la protection des témoins dans le Caucase du Sud (XEEU25)	-23,1	-
	Fonds d'affectation spéciale (destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes) Mécanisme de versement accéléré (XSSX11)	392,5	1 090,9
	Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes (Fonds FSD)	928,5	3 155,3
	Sous-total	46 973,4	86 546,2

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre les stupéfiants			
	Renforcement des capacités de détection et de répression du trafic de stupéfiants en Afghanistan – phase I (AFGG38)	-	-
	Renforcement du contrôle des drogues et de la coopération aux frontières entre l’Iran et l’Afghanistan (AFGH16)	-	-
	Aide à la création d’un service de formation à la lutte contre les stupéfiants à l’École de police afghane (AFGI77)	1 913,8	-
	Coopération régionale pour le contrôle des précurseurs entre l’Afghanistan et les pays voisins (AFGI85)	1 587,8	1 618,0
	Renforcement de la capacité opérationnelle de la Police afghane de lutte contre les stupéfiants (AFGJ43)	3 476,9	484,0
	Projet intégré de contrôle aux frontières dans l’ouest et le sud-ouest de l’Afghanistan (AFGJ55)	3 929,6	-
	Renforcement des capacités de l’Agence nationale des douanes de Bulgarie en matière de renseignement dans le contexte de la lutte contre la drogue (BGRJ41)	-	-
	Coopération en matière de détection, de répression et de renseignement dans la lutte contre le trafic de cocaïne depuis l’Amérique latine vers l’Afrique de l’Ouest (COLJ66)	140,3	-
	Partenariat pour la lutte contre le trafic et la consommation d’opiacés afghans (GLOJ33)	232,8	-
	Initiative du Pacte de Paris, phase III – partenariat pour la lutte contre le trafic et la consommation d’opiacés d’origine afghane (GLOK31)	1 677,1	921,4
	Contrôles frontaliers intégrés en République islamique d’Iran – phase I (IRNI50)	1 049,5	-
	Sous-programme 1 du programme de pays pour l’Iran: trafic illicite et gestion des frontières (IRNV03)	207,1	2 787,0
	Renforcement du contrôle des drogues et de la criminalité y relative à certains postes de contrôle au Kazakhstan (KAZI76)	255,5	238,2
	Création de groupes mobiles interinstitutions de détection et de répression au Kirghizistan (KGZI75)	148,8	-
	Renforcement du service public de contrôle des drogues au Kirghizistan – phase I (KGZK50)	204,0	885,0
	Organisme de contrôle des drogues au Kirghizistan (KYRG64)	-	-
	Renforcement des capacités de l’Agence libyenne de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes par le biais d’une assistance multisectorielle en matière de contrôle des drogues (LBYK43)	-	165,0
	Élaboration de la stratégie de détection et de répression en matière de drogues (LAOI95)	417,3	102,4
	Renforcement de l’état de droit et des capacités de détection et de répression en matière de drogues aux Maldives (détachement d’un conseiller) (nouveau projet MDV)	-	1 106,2
	Surveillance des cultures au Mexique (nouveau projet MEX)	-	1 000,0
	Formation assistée par ordinateur destinée aux agents des services de détection et de répression au Pakistan (PAKI47)	323,4	-
	Projet régional de contrôle des précurseurs en Asie du Sud et du Sud-Ouest (RASH60)	8,7	-
	Appui aux services de détection et de répression en matière de drogues en Asie de l’Est et dans le Pacifique (RASD82)	-1,0	-
	Contrôle des précurseurs en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan) (RERE29)	771,3	569,6
	Renforcement des systèmes de détection et de répression des infractions en matière de drogues, en vue de la collecte, de l’analyse et de l’échange de renseignements en matière criminelle (RERF23)	1 118,3	561,0

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre les stupéfiants (suite)			
	Renforcement des capacités institutionnelles de lutte contre la menace que présentent le trafic de drogues illicites et la criminalité organisée en Sierra Leone (SLEU74)	894,4	2 106,7
	Organisme de contrôle des drogues au Tadjikistan – phase II (TAJH03)	2 123,7	928,7
	Renforcement de la capacité de saisie de drogues dans les zones rurales de Turquie (TURJ65)	27,6	-
	Renforcement des procédures de collecte et d'échange des informations au sein des services de détection et de répression des infractions en matière de drogue (VIEH65)	325,7	222,0
	Projet de formation à la lutte contre les stupéfiants destiné aux agents des services de détection et de répression en Afghanistan, en Asie centrale et au Pakistan (XAC197)	1 218,9	707,9
	Lutte contre le trafic d'opiacés afghans le long de la route du nord grâce au renforcement des capacités aux principaux points de passage et à la création de bureaux de liaison aux frontières (XACK22)	440,1	718,4
	Renforcement des mesures d'enquête et de renseignement et de l'appui du secteur industriel pour lutter contre le trafic de drogues illicites et de précurseurs (XAPK19)	-	100,0
	Renforcement des capacités de détection et de répression aux fins de la lutte contre le trafic de drogues illicites dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest (XAWU53)	691,3	-
	Groupe méso-américain de contrôle des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs (XCA186)	24,8	-
	Programme de renforcement des capacités dans l'ouest des Balkans et la Méditerranée au moyen d'échanges ciblés dans le domaine de la détection et de la répression des infractions liées aux drogues (XCEI89)	50,5	-
	Prévention du détournement de précurseurs de drogues en Amérique latine et dans les Caraïbes (XLAK04)	1 881,4	3 465,9
	Renforcement des capacités de la police de Dubaï en matière de détection et de répression et prévention de l'abus de drogues chez les jeunes (XMEJ21)	12,1	-
	Renforcement de la sécurité alimentaire et promotion des cultures licites et du développement de petites entreprises agricoles en République démocratique populaire lao et au Myanmar (XSPT33)	733,2	2 176,6
	Renforcement des capacités de détection et de répression en matière de drogues en Asie du Sud (XSAJ81)	364,9	831,8
	Sous-total	26 249,6	21 695,9
Lutte contre le trafic de migrants			
	Programme mondial de lutte contre le trafic de migrants (GLOT92)	183,6	397,6
	Recherches préliminaires sur les migrations irrégulières entre le Bangladesh et l'Espagne (nouveau projet BGD)	-	95,0
	Recherche aux fins de l'analyse de la demande de migration irrégulière facilitée par des passeurs (Inde et Sri Lanka) (nouveau projet GLO)	-	217,0
	Renforcement de l'action menée par le système de justice pénale face au trafic de migrants en Afrique du Nord (XAMT14)	636,2	602,6
	Renforcement des services de prévention et de lutte contre le trafic illicite de migrants dans la région de la CEDEAO et en Mauritanie (XAWT24)	665,4	-
	Renforcement de la législation pour prévenir et combattre le trafic de migrants en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Libéria (XAWT25)	250,3	-
	Renforcement des capacités opérationnelles pour prévenir et combattre le trafic de migrants par voie maritime en Asie du Sud-Est (XSPX65)	-	940,0

CTOC/COP/2012/13

<i>Domaine thématique</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Dépenses 2010-2011</i>	<i>Estimations 2012-2013</i>
Lutte contre le trafic de migrants (suite)			
	Trafic de migrants: création d'une unité de coordination et d'analyse pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (XWAK38)	773,9	-
	Sous-total	2 509,4	2 252,2
	Total	95 277,6	139 610,3

Note: Les projets suivants, qui étaient mentionnés dans le rapport CTOC/COP/2010/13, ont été reclassés dans le sous-programme 4 – justice et ne figurent par conséquent plus dans le présent rapport: GHAU80, GLO900, KGZT90, XAMT72 et XCEU60.